

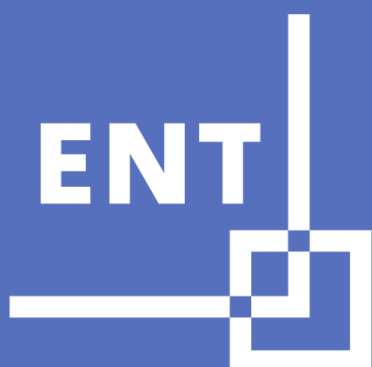


MINISTÈRE  
DE L'ÉDUCATION  
NATIONALE  
ET DE LA JEUNESSE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# Guide « Gouvernance »

Document d'accompagnement du kit sécurité  
des systèmes d'information pour les espaces  
numériques de travail



## Espace numérique de travail

Document d'accompagnement  
version 1.0  
Juin 2022

Direction du numérique pour l'éducation – bureau SN1

## Table des matières

1. Introduction	3
1.1. Avant-propos .....	3
1.2. Présentation du KIT SSI pour les ENT .....	3
1.3. Présentation du guide Gouvernance.....	4
2. Objectifs détaillés	6
3. Contexte	7
3.1. Périmètre.....	7
3.2. Organisation.....	7
3.2.1. Organisation académique en matière de numérique.....	8
3.2.2. Organisation académique en matière de sécurité du numérique.....	8
4. Rôle de chaque acteur et actions attendues	9
4.1. Chef d'établissement.....	9
4.2. Porteur de projet.....	9
4.3. Collectivité territoriale .....	9
4.4. Autorité académique.....	10
4.5. DSI de l'académie .....	10
4.6. RSSI de l'académie.....	11
4.7. DPD de l'académie.....	11
4.8. DANE / DRANE.....	12
4.9. Sous-traitant (opérateur de l'ENT ou de l'un de ses composants).....	12
5. Recommandations aux acteurs	13
5.1. Principes.....	13
5.1.1. Implication du champ réglementaire.....	13
5.1.2. Les instances de gouvernance.....	13
5.2. Recommandations.....	15
6. Référentiels applicables	20

# 1. Introduction

---

## 1.1. Avant-propos

Dans le cadre du déploiement et de la mise en œuvre des espaces numériques de travail dans le 1er et 2ème degré de l'enseignement scolaire, le ministère de l'Éducation nationale a élaboré un schéma directeur des espaces numériques de travail (SDET) dont l'objectif est de fournir un cadre de cohérence national pour les projets ENT et d'orienter l'offre de solutions ENT.

Le SDET pose « les principes directeurs de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une solution ENT en partenariat avec les collectivités territoriales qui les financent et les académies qui assurent l'accompagnement des utilisateurs ».

Dans cette volonté d'accompagner les partenaires et acteurs, l'Éducation nationale propose un ensemble de guides thématiques portant sur la sécurité des espaces numériques de travail à destination des différents acteurs conçu comme un cadre de référence commun.

Ce kit SSI est proposé dans un contexte de sécurisation nécessaire et pour répondre tout à la fois aux exigences sociales des usagers et à la réglementation en termes de protection des données ou de continuité pédagogique.

## 1.2. Présentation du KIT SSI pour les ENT

Le Kit SSI pour les ENT est un ensemble de guides pratiques qui recouvrent les domaines suivants :

- La gouvernance de la sécurité des systèmes d'information
- La sous-traitance
- La mise en œuvre des téléservices
- La gestion des incidents

Il a pour objectifs :

- D'outiller les porteurs de projets ENT dans la mise en œuvre de la politique de sécurité tout au long du cycle de vie des ENT. En particulier, les guides prescrivent un ensemble de recommandations pour répondre à la réglementation et aux principes de la gestion de risque, aussi bien en phase de déploiement, d'utilisation ou d'évolution de l'ENT ;
- De fournir un cadre commun de références aux acteurs, partenaires et sous-traitants en rappelant en particulier les règles auxquelles se conforme l'Éducation nationale ;
- De répondre de façon simple et non ambiguë aux différentes situations et problèmes qui peuvent se poser aux responsables et acteurs des ENT.

Dans la continuité des guides proposés par l'ANSSI, en particulier le guide à destination de collectivités territoriales, ce kit SSI vise de façon plus générale à :

- *Donner confiance aux usagers dans l'utilisation des services numériques;*
- *Garantir la sécurité des données à caractère personnel conformément à la réglementation;*
- *Appuyer la transformation numérique des administrations de l'État ;*
- *Renforcer la sécurité des acteurs critiques pour l'État.*

## 1.3. Présentation du guide Gouvernance

Le présent guide définit la gouvernance mise en œuvre pour la sécurité des espaces numériques de travail. Il précise l'organisation définie conformément à la réglementation en vigueur ainsi que les instances stratégiques et de pilotage de sécurité.

Par souci d'économie et d'efficacité, les recommandations décrites dans ce guide s'appuient sur l'existant, en évitant de multiplier les instances ainsi que sur l'organisation académique en précisant le rôle des acteurs dans la gouvernance globale des ENT.

L'ensemble de recommandations du guide rappelle les exigences réglementaires qui guident ou sont l'objet des instances stratégique et de pilotage mises en œuvre dont :

- Le règlement général pour la protection des données pour le pilotage de la conformité RGPD<sup>1</sup> ;
- Le RGS<sup>2</sup> pour le pilotage et le suivi de l'homologation des ENT ;
- La réglementation relative à la gouvernance de la sécurité numérique de l'État<sup>3</sup>.

Pour cela le guide précise :

---

<sup>1</sup> Règlement européen 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE

<sup>2</sup> Ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005, décret n°2010-112, arrêté du 13 juin 2014 portant approbation du RGS v2.0

<sup>3</sup> Arrêté du 30 novembre 2011 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300, abrogée au 01/07/2021. Instruction sur la gouvernance de la sécurité numérique de l'État à venir.

- Les objectifs
- Le contexte
- Les acteurs avec leurs rôles et missions
- Un ensemble de recommandations qui constitue le corpus des règles applicables

## 2. Objectifs détaillés

---

Les objectifs sont détaillés ci-après avec un n° d'occurrence qui ne présume ni de l'importance ni de l'ordonnancement de l'objectif.

**Objectif n°1** : assurer la sécurité des espaces numériques de travail, en particulier le respect de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel et garantir la confiance des utilisateurs et usagers dans une démarche continue de gestion de risque.

**Objectif n°2** : déterminer les stratégies départementales ou régionales dans un ensemble cohérent et définir les moyens mis en œuvre.

**Objectif n°3** : faciliter les relations entre les différentes parties prenantes et en particulier la relation entre collectivités territoriales et autorités académiques.

**Objectif n°4** : Préciser le rôle des acteurs en termes de responsabilité dans la gouvernance des ENT.

**Objectif n°5** : Définir les instances de pilotage de la sécurité du numérique en les rattachant tant que faire se peut aux instances existantes qu'il s'agisse des instances de pilotage du SDET ou des instances de pilotage de la sécurité du numérique.

**Objectif n°6** : Traiter les jalons importants du cycle de vie des ENT (appel d'offre, homologation, évolution, incidents, mise au rebut).

**Objectif n°7** : Veiller à l'affectation et au maintien des ressources adéquates

## 3. Contexte

---

### 3.1. Périmètre

Le présent guide expose la gouvernance mise en place côté Éducation nationale, pour assumer ses responsabilités en termes de sécurité et de protection des données à caractère personnel des espaces numériques de travail.

La sécurisation des ENT entre dans le cadre de contraintes légales et réglementaires diverses, implique un nombre important d'acteurs publics et privés, et porte sur des sujets techniques, fonctionnels, organisationnels. Cette complexité nécessite la mise en œuvre d'une gouvernance spécifique à la sécurité du numérique pour les ENT.

Ce guide précise la gouvernance mise en place dans les régions académiques par l'autorité académique afin que celles-ci satisfassent à leurs obligations légales et réglementaires. Cette gouvernance s'applique dans le respect des différentes parties prenantes qu'il s'agisse :

- Des partenaires que sont les collectivités territoriales et du principe de libre administration ;
- Des fournisseurs et des dispositions contractuelles.

Il propose une approche qui tient compte des différentes réalités territoriales et des diversités des situations.

Pour les partenaires que sont les collectivités territoriales, il précise l'organisation mise en œuvre et les instances de pilotage qui constituent autant des structures qu'elles peuvent saisir.

Pour les chefs d'établissement, outre l'organisation, le guide précise les moyens de concertation et d'information mis en œuvre.

### 3.2. Organisation

L'organisation des académies et régions académiques est calée sur l'organisation ministérielle de l'Éducation nationale et l'organisation interministérielle de l'état.

L'État s'est doté d'une stratégie du numérique de l'État pour accélérer sa transformation numérique et améliorer les services rendus dans le domaine numérique. <sup>4</sup>

---

<sup>4</sup> Décret n° 2019-1088 du 25 octobre 2019 relatif au système d'information et de communication de l'État et à la direction interministérielle du numérique

En termes de sécurité, L'État se dote également d'une politique de sécurité de numérique de l'état qui repose sur l'ANSSI et la DINUM et des instances interministérielles stratégique et de pilotage de la sécurité du numérique.

Cette organisation est déclinée au niveau ministériel. Pour assurer la sécurité des systèmes d'information du ministère, il existe une **chaîne fonctionnelle de sécurité** reposant sur le haut fonctionnaire de défense et de sécurité (HFDS) du ministère assisté d'un fonctionnaire de sécurité des systèmes d'information (FSSI). Celui-ci en lien avec la direction du numérique pour l'éducation (DNE) est relayé par un réseau des responsables de la sécurité des systèmes d'information (RSSI) rattachés fonctionnellement à chaque recteur d'académie en qualité d'autorité qualifiée pour la sécurité des systèmes d'information (AQSSI)

### 3.2.1. Organisation académique en matière de numérique

En matière de numérique l'organisation académique s'appuie sur les services fournis par les DSI ou les services inter académiques (DSI inter académiques)<sup>5</sup>, pour ce qui relève plus spécifiquement du numérique éducatif, le délégué académique au numérique (DAN) est le conseiller du recteur pour l'élaboration et le suivi de la stratégie académique relative au numérique éducatif<sup>6</sup>.

### 3.2.2. Organisation académique en matière de sécurité du numérique

L'organisation ministérielle désigne le recteur d'académie en tant qu'AQSSI pour le périmètre dont il a la responsabilité <sup>7</sup>.

Les responsables à la sécurité des systèmes d'informations, conformément à l'organisation ministérielle rappelée supra, assiste les recteurs dans toutes les questions relatives à la sécurité des systèmes d'information.

Enfin, conformément au RGPD, chaque académie a désigné un délégué à la protection des données qui veille au respect du RGPD par les responsables des traitements de données personnelles mis en œuvre dans l'académie, les écoles ou les établissements ainsi qu'aux sous-traitants ou prestataires de ces traitements.

---

<sup>5</sup> article R222-36-4 du code de l'Éducation

<sup>6</sup> Note de service n° 2014-098 du 25-8-2014, Bulletin officiel n° 31 du 28 août 2014. (NOR : MENN1418744N)

<sup>7</sup> Circulaire n° 2012-046 du 12-3-2012, Bulletin officiel n° 15 du 12 avril 2012. (NOR : MENN1206405C)



## 4. Rôle de chaque acteur et actions attendues

### 4.1. Chef d'établissement

Action(s) à mener	Responsabilité(s)
Participer aux instances de pilotage pour ce qui touche à la mise en œuvre ou évolutions de l'ENT	Responsabilité générale du chef d'établissement.
Associer les porteurs de projet dans le cadre du pilotage du numérique éducatif au sein de l'établissement	Rôle de coordination

Tableau 1 : Actions attendues du chef d'établissement

### 4.2. Porteur de projet

Action(s) à mener	Responsabilité(s)
Veiller à la tenue des réunions des instances stratégiques et de pilotage	Rôle de coordination
Inviter le cas échéant les partenaires aux instances	Rôle de coordination

Tableau 2 : Actions attendues du porteur de projet

### 4.3. Collectivité territoriale

Action(s) à mener	Responsabilité(s)
Décider des investissements	Compétences des régions (L-214-6 du CE) Compétences des départements (L213-2 du CE)
Valider les décisions	AQSSI et compétence générale

Tableau 3 : Actions attendues de la collectivité de rattachement

## 4.4. Autorité académique

L'autorité académique est entendue comme le recteur de région ou le recteur d'académie.

L'autorité d'homologation académique est compétente lorsqu'elle est porteur de projet. Elle invite les collectivités territoriales à la commission d'homologation qu'elle met en œuvre. Lorsque la collectivité territoriale est le porteur de projet, il lui appartient d'homologuer l'ENT. Dans tous les cas, l'entité responsable de l'homologation communique aux autres entités les résultats de l'homologation. (Cf. guide du kit SSI retai aux Téléservices.)

Action(s) à mener	Responsabilité(s)
Veiller à la réunion des instances stratégiques et de pilotage.	Autorité qualifiée pour la sécurité des systèmes d'information (Responsable de la sécurité des services numériques. AQSSI, Circulaire n° 2012-046 du 12-3-2012)
Valider les décisions	AQSSI et compétence générale
Veiller à l'application de la réglementation	Responsable du traitement, AQSSI
Désigner l'autorité d'homologation chargée d'homologuer l'ENT	AQSSI Décret n° 2022-513 du 8 avril 2022
Faire appliquer la PSSI et les directives internes	AQSSI
S'assurer que contrôles internes de sécurité sont régulièrement effectués	AQSSI
Décider des investissements	Article R222-16, R*222-19 du code de l'Éducation.

Tableau 4 : Actions attendues de l'autorité académique

## 4.5. DSI de l'académie

Action(s) à mener	Responsabilité(s)
Conseiller et accompagner l'autorité académique	Organisation et coordination de la gouvernance du système d'information et du numérique
Participer à l'instance stratégique	Organisation et coordination de la gouvernance du système d'information et du numérique

Action(s) à mener	Responsabilité(s)
Co-présider les instances de pilotage	Organisation et coordination de la gouvernance du système d'information et du numérique
Élaborer les cahiers de charges (dans le cas où l'autorité académique est porteuse de projet)	Rôle de conseil ou Maitrise d'œuvre

Tableau 5 : Actions attendues du DSI

## 4.6. RSSI de l'académie

Action(s) à mener	Responsabilité(s)
Conseiller et accompagner l'autorité académique	Circulaire n° 2012-046 du 12-3-2012
Élaborer les cahiers de charges (dans le cas où l'autorité académique est porteuse de projet)	Rôle de conseil – PSSIE/ORG-TIERS
Garantir l'opérationnalité de la chaîne d'alerte.	PSSIE/ ORG-RSSI
Veiller aux contrôles	PSSIE/ ORG-APP-INSTR, EXP-CI-AUDIT

Tableau 6 : Actions attendues du RSSI

## 4.7. DPD de l'académie

Action(s) à mener	Responsabilité(s)
Participer aux instances de pilotage	RGPD : article 39 - Missions du délégué à la protection des données
Vérifier le contenu d'un cahier des charges sur ses parties relatives à la protection des DCP	RGPD : article 39 - Missions du délégué à la protection des données
Être associé aux décisions relatives à ses missions dans le cadre de la gouvernance de la SSI	RGPD : article 39 - Missions du délégué à la protection des données

Tableau 7 : Actions attendues du DPD

## 4.8. DANE / DRANE

Action(s) à mener	Responsabilité(s)
Associer les collectivités territoriales aux instances de pilotage	Note de service n° 2014-098 du 25-8-2014
Co-présider les instances de pilotage	Note de service n° 2014-098 du 25-8-2014
Élaborer les cahiers de charges (dans le cas où l'autorité académique est porteuse de projet)	Maitrise d'ouvrage

Tableau 8 : Actions attendues du DANE / DRANE

## 4.9. Sous-traitant (opérateur de l'ENT ou de l'un de ses composants)

Action(s) à mener	Responsabilité(s)
Être invité dans une instance de pilotage	Obligation contractuelle du sous-traitant

Tableau 9 : Actions attendues du sous-traitant

# 5. Recommandations aux acteurs

---

## 5.1. Principes

### 5.1.1. Implication du champ réglementaire

Les responsabilités académiques de la sécurité des systèmes d'information sont définies ou se conforment à un corpus réglementaire rappelés au §1.3.

En regard du traitement que constitue l'ENT (cf. guide juridique) :

- Le recteur est responsable du traitement conjointement avec la ou les collectivités territoriales et les chefs d'établissement pour les ENT second degré ;
- L'IA-DASEN est responsable du traitement pour les écoles de son ressort conjointement avec la collectivité pour le périmètre concerné. L'IA-DASEN peut également être responsable d'un ENT qui regrouperait des collèges et écoles de son département.

Sur le plan de la gouvernance la sécurité numérique le recteur est l'autorité qualifiée en sécurité des systèmes d'information et juridiquement responsable. Dans ce cadre, conformément à l'IGI 1300 portée par l'arrêté du 30 novembre 2011 abrogée le recteur est assisté par un RSSI.

Au regard du règlement général pour la protection des données, le recteur l'IA-DASEN et les chefs d'établissements sont juridiquement responsables.

### 5.1.2. Les instances de gouvernance

En parallèle des instances de gouvernance mise en œuvre pour orienter et piloter les espaces numériques de travail, l'académie met en œuvre des instances stratégique et de pilotage pour prendre en compte la sécurité du numérique dans le cadre des ENT.

Les instances déclinent l'organisation mise en œuvre au niveau ministériel et s'inspirent des principes relatifs aux systèmes de management de la sécurité de l'information<sup>8</sup> et des principes des bonnes pratiques en termes de politique et d'organisation de la sécurité de l'information<sup>9</sup>.

**L'instance stratégique** est chargée de s'assurer de la bonne prise en compte des dispositions légales et réglementaires, de la PSSI académique au sein des espaces numériques de travail. Elle peut pour le périmètre qui la concerne définir ou réajuster des orientations en cohérence avec les orientations interministérielles ou ministérielles sur la sécurité numérique.

Elle définit une feuille de route pluriannuelle qui inclut dans ses orientations le champ des espaces numériques de travail.

**L'instance de pilotage** est chargée de mettre en œuvre les orientations académiques définies dans la feuille de route et de piloter les activités relatives à la sécurité du numérique dont :

- L'homologation et le suivi de l'homologation ;
- Les plans d'actions associés à une homologation ou à une remédiation d'incident ;
- La gestion des incidents ;
- La gestion de crise ;

Note : l'instance de pilotage est une instance dédiée à la sécurité numérique des ENT, elle peut être déclinée au niveau départemental.

---

<sup>8</sup> En particulier la clause 5 de la norme ISO/IEC 27001

<sup>9</sup> Chap. 5 et 6 de la norme ISO/IEC 27002

## 5.2. Recommandations

R1

### Mettre en œuvre l'instance stratégique de sécurité des ENT



#### Autorité académique

L'académie ou la région académique met en œuvre une instance de pilotage stratégique des espaces numériques de travail qui traite de la sécurité des systèmes d'information des espaces numériques de travail.

L'instance stratégique vérifie l'application des orientations stratégiques en matière de sécurité du numérique impulsée à l'échelon ministériel ou interministériel. Dans le cadre de ces orientations stratégiques, elle vérifie en particulier la mise en application des directives relatives à la souveraineté numérique, aux postures de défense.

À son niveau, elle apprécie les impacts des évolutions fonctionnelles proposés par les partenaires ou le délégué au numérique ainsi que les réajustements nécessaires sur la base d'une synthèse du niveau de sécurité remontées par l'instance de pilotage.

Elle tient compte des propositions ou orientations décidées par les collectivités territoriales et veille en liaison avec celles-ci à la cohérence d'ensemble de la sécurité du numérique sur le périmètre des ENT de la région académique.

Elle s'appuie enfin sur un bilan annuel remonté par les instances de pilotage et le recueil des avis et propositions de chefs d'établissements dans les instances de concertation.

L'instance stratégique se réunit une fois par an et définit des orientations pluriannuelles réévaluées tous les ans. Présidée par le recteur ou son représentant, elle associe à minima les IA-DASEN, le délégué au numérique, le DSI le RSSI.



L'instance stratégique est mise en œuvre au niveau de la région académique. Selon les besoins, elle peut être déclinée au niveau académique. Dans le cas d'une instance unique de la région académique, l'instance stratégique associe les responsables du numérique et de la sécurité du numérique des académies concernées.

R2

### Mettre en œuvre l'instance de pilotage de la sécurité des ENT

L'académie ou la région académique met en œuvre des instances de pilotage des espaces numériques à l'échelon approprié qu'elle détermine.

À l'instar de l'instance stratégique, l'instance de pilotage pourra reposer sur un ou des instances existantes.

L'instance assure la mise en œuvre et le suivi opérationnel des activités liées à la sécurité du numérique. En particulier, elle s'assure de l'effectivité des homologations, du respect des obligations contractuelles, de mise en œuvre des règles et bonnes pratiques dans la gestion des incidents.

Elle remet un bilan à l'instance stratégique de la sécurité des ENT.



Dans un souci d'économie générale de moyens, l'instance de pilotage de la sécurité des ENT est mise en œuvre au niveau académique ou de la région académique et peut reposer sur l'**instance dédiée à la gouvernance des ENT**. Pour le 1<sup>er</sup> degré, cette instance associe un ou des représentants des comités stratégiques du 1<sup>er</sup> degré.

Cette instance doit impérativement associer le RSSI et le DPD de l'académie à même d'apporter les appréciations adéquates sur des incidents SSI et la conformité réglementaire par exemple, et de proposer des plans d'actions de remédiation.

Les collectivités sont également associées aux instances de pilotage de la sécurité.

### R3

#### **Associer les collectivités territoriales aux instances de pilotage**

Conformément au BOE n° 2014-098 du 25-8-2014, Le DAN « *en liaison avec les secrétaires généraux d'académie et les inspecteurs d'académie-directeurs académiques des services de l'éducation nationale, dans les domaines liés au numérique pour l'éducation, il est en charge des relations avec les collectivités territoriales et assure l'animation d'une instance de gouvernance académique* ».

En cohérence, les collectivités territoriales sont invitées aux instances de pilotage mis en œuvre par l'académie. Dans le cas où l'académie est porteuse du projet ENT ou principal porteur du projet ENT, Elle doit informer les collectivités territoriales des décisions prises dans les instances de pilotage.

### R4

#### **Associer le RSSI dans la gouvernance de la sécurité des ENT**

Le RSSI dans son rôle d'appui, de conseil et d'accompagnement de l'AQSSI est associé aux instances de pilotage des ENT.

Il est consulté pour toutes les questions relatives à la sécurité de l'information et à l'application de la PSSIE dans le cadre des ENT. Il est :



- Éventuellement chargé de l'homologation dans le cas où l'académie est porteuse de projet ;
- Consulté sur l'homologation réalisée par un partenaire ;
- Associé à la gestion d'un incident et le cas échéant à la gestion de crise ;
- Consulté sur l'élaboration du cahier de charge pour les parties relatives à la SSI.

## R5

### **Associer le DPD dans la gouvernance de la sécurité**

La désignation et la fonction du DPD sont fixés dans les articles 37 et 38 du RGPD.

L'académie ou la région académique nomme un DPD et veille conformément à l'article 38 « à ce que le délégué à la protection des données soit associé, d'une manière appropriée et en temps utile, à toutes les questions relatives à la protection des données à caractère personnel ».

Dans ce cadre, l'académie ou la région académique associe le DPD dans les aspects sécurité touchant à la protection des données à caractère personnel en amont dans l'élaboration du cahier des charges, en exploitation pour la gestion des changements ou des incidents, en fin de cycle de vie pour la mise au rebut ou la réversibilité.



Ressources : guide CNIL pour la protection des données.

## R6

### **Concerter les chefs d'établissements**

L'académie associe, dès en amont, les chefs d'établissement responsables de traitement et de l'utilisation du numérique en EPLE, de toutes décisions de sécurité affectant ou susceptible d'affecter le fonctionnement de l'ENT ou les utilisateurs, que l'ENT soit opéré par l'autorité académique ou par les collectivités territoriales.

## R7

### **Piloter l'élaboration des cahiers des charges**

#### **DAN, DASEN, DSI, RSSI**

L'académie ou la région académique peut participer à l'élaboration du cahier des charges à la demande d'une collectivité territoriale, d'un groupement d'intérêt pour mettre en place un nouvel ENT ou le faire évoluer.

L'académie ou la région académique peut le cas échéant mettre à disposition du projet les ressources internes que sont la DSI, le RSSI, le DAN et s'appuyer sur les conseils de son DPD.

Dans le respect du principe de libre administration, l'académie émet des avis sur les aspects sécurité, en particulier sur le respect des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel ou sur la souveraineté numérique.

Dans le cas où l'académie est le porteur de projet ou le principal porteur de projet, elle élabore le cahier des charges en associant les partenaires que sont les collectivités territoriales.

Elle veille en particulier à l'application de :

- La réglementation relative à la sous-traitance avec le respect des CCAG PI ;
- La réglementation relative à la protection des données à caractère personnel ;
- Des directives ministérielles et interministérielles.

## R8

### **Piloter l'homologation et le suivi de l'homologation**

L'instance de pilotage s'assure de la bonne réalisation de l'homologation ainsi que du suivi de celle-ci par l'autorité d'homologation.

L'instance de pilotage s'assure que toute modification du périmètre qu'elle soit organisationnelle, fonctionnelle ou technique est fait l'objet d'une évaluation en termes d'impact sur la sécurité numérique et sur les données à caractère personnel.

Outre cette évaluation, toute nouvelle application déployée au sein d'un ENT devrait faire l'objet outre d'un processus d'expérimentation, d'évaluation et amélioration avant sa généralisation.

## R9

### **Réunir les instances**

Les réunions de instances sont prévues avec une périodicité :

- D'une fois par an pour l'instance stratégique ;
  - De deux fois par an à minima pour l'instance de pilotage
- L'instance stratégique est présidée par le recteur de région ou d'académie et associe à minima :
- Pour la région académique : les recteurs d'académies ou leur représentant, le SGRA, le délégué au numérique, le DSI inter académique,
  - Pour l'académie : le secrétaire général, le délégué académique au numérique, le DSI.

L'instance de pilotage est

- Coprésidée par le DASEN, le DANE et le DSI à l'échelon départemental
- Coprésidée par le SGA, le DANE et le DSI à l'échelon de la région académique.

Elle associe à minima les collectivités territoriales pour le périmètre concerné et des représentants des chefs d'établissements.

## R10

### **Contrôler les activités liées à la sécurité des espaces numérique de travail**

Le RSSI de l'académie, dans son rôle de conseil, peut vérifier la conformité aux exigences de sécurité par des actions d'audits réguliers. Un document de synthèse est soumis à l'instance de pilotage.

Dans ce cadre, le RSSI DOIT associer le DANE.

## R11

### **Intégrer la gestion des incidents à la chaîne fonctionnelle SSI**

La gestion des incidents s'intègre dans la chaîne fonctionnelle de la sécurité des systèmes d'information animée par le fonctionnaire de sécurité des systèmes d'information et déclinée au plan de la région académique ou de l'académie.

La chaîne opérationnelle de la région académique ou de l'académie participe la gestion et au traitement d'un incident ou d'une crise (cf. guide sur la gestion des incidents). Elle associe étroitement le délégué académique au numérique éducatif, le DSI, le RSSI et le DPD.

La chaîne fonctionnelle propose et conseille les autorités dans le domaine de la sécurité du numérique, notamment sur les mesures de sécurité à mettre en œuvre. Elle contribue à fournir les éléments pertinents en vue des instances stratégiques et de pilotage de la sécurité du numérique au sein du ministère.

## 6. Référentiels applicables

Nom	Objet	Ressources/Liens
Ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005	Ordonnance relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives.	<a href="https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000000636232/">https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000000636232/</a>
Décret 2010-122 dit décret RGS	Décret d'application	<a href="https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000022318092">https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000022318092</a>
RGS V2.0	Référentiel général de sécurité	<a href="https://www.ssi.gouv.fr/uploads/2014/11/RGS_v-2-0_Corps_du_texte.pdf">https://www.ssi.gouv.fr/uploads/2014/11/RGS_v-2-0_Corps_du_texte.pdf</a>
Décret n° 2022-513 du 8 avril 2022	Relatif à la sécurité numérique du système d'information et de communication de l'Etat et de ses établissements publics	<a href="https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045537693">https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045537693</a>
Loi informatique et libertés	Loi	<a href="#">Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés</a>
Décret d'application de la loi informatique et libertés	Décret d'application	<a href="#">Décret n° 2005-1309 du 20 octobre 2005 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés</a>
RGPD	Règlement européen	<a href="#">Règlement européen 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE</a>
PSSIE	Politique des systèmes d'information de l'État	<a href="https://www.ssi.gouv.fr/uploads/2014/11/pssie_anssi.pdf">https://www.ssi.gouv.fr/uploads/2014/11/pssie_anssi.pdf</a>
Note de service n° 2014-098 du 25-8-2014	Missions et nomination des délégués académiques au numérique	<a href="https://www.education.gouv.fr/bo/14/Hebdo31/MENN1418744N.htm">https://www.education.gouv.fr/bo/14/Hebdo31/MENN1418744N.htm</a>

Nom	Objet	Ressources/Liens
Circulaire n° 2012-046 du 12-3-2012	Organisation de la mission de sécurité et de défense au sein des ministères en charge de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche	<a href="https://www.education.gouv.fr/bo/12/Hebdo15/MENN1206405C.htm">https://www.education.gouv.fr/bo/12/Hebdo15/MENN1206405C.htm</a>